



CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

CONSEIL GÉNÉRALBruxelles, du 2 au 4 février 2011

RÉSOLUTION SUR LA TUNISIE

À la suite de décennies d'un régime corrompu et dictatorial, le peuple de Tunisie s'est mobilisé en faveur de la démocratie, des droits fondamentaux et de la fin de la corruption, entraînant la fuite du pays de Zine El Abidine Ben et des membres de son entourage ainsi que l'instauration d'un gouvernement intérimaire. La CSI salue le courage de tous ceux qui ont pris part à la mobilisation des masses et déplore les pertes de plus de 100 vies humaines à la suite de la violente répression par les forces de sécurité de Ben Ali. Elle soutient les aspirations à la justice sociale, à la démocratie et à la dignité du peuple tunisien.

La CSI se félicite du rôle clé joué par son organisation affiliée tunisienne, l'UGTT, en coordonnant et en soutenant la mobilisation dans tout le pays, en exprimant les revendications du peuple et en établissant des comités de protection civile pour protéger les individus, les propriétés et les installations de production contre les attaques par la milice de l'ancien régime. Elle soutient la position de l'UGTT exigeant l'exclusion des ministres de l'ancien régime du cabinet intérimaire, qu'elle a défendue avec détermination et succès face aux menaces et aux campagnes de diffamation ainsi qu'aux attaques par la milice contre ses locaux. Elle reconnaît, en outre, le rôle essentiel de l'UGTT comme force majeure de la transition vers une réelle démocratie à travers une réforme politique et le plein respect des droits humains, notamment les droits fondamentaux au travail.

Un développement économique équitable et durable, plaçant en son centre le travail décent, sera essentiel pour répondre aux aspirations du peuple tunisien, en particulier du grand nombre de jeunes chômeurs dont l'exclusion de toute perspective économique a été une force motrice du mouvement pour le changement. Le mouvement syndical tunisien a un rôle primordial à jouer pour y arriver, en poursuivant sa lutte continue contre la pauvreté et pour la création d'emplois, la protection sociale et un développement équilibré à l'échelle nationale. Il aura, en outre, un rôle crucial à jouer dans la consolidation du changement démocratique en Tunisie et en assurant le respect des engagements pris par le gouvernement intérimaire en ce qui concerne les réformes politiques en vue d'un respect des libertés individuelles et publiques et des droits fondamentaux.

Par conséquent, le Conseil général:

CHARGE la secrétaire générale de continuer de suivre de près la situation en Tunisie;

- DÉCIDE d'envoyer, en collaboration avec le Bureau à Amman et la CSI-Afrique, une délégation syndicale internationale en Tunisie dans un avenir proche afin de contribuer à définir les besoins et l'assistance requise pour aider l'UGTT à assumer ses responsabilités sur le lieu de travail et dans la société;
- APPELLE les organisations affiliées et les organisations solidaires à garantir la coopération et le soutien nécessaires à l'UGTT pour qu'elle demeure le fer de lance du peuple tunisien et à défendre le processus de démocratisation en Tunisie;
- INSISTE pour que tous les gouvernements gèlent tout afflux de fonds provenant des membres de l'ancien régime, notamment ceux qui ont fui la Tunisie, et demande aux organisations affiliées de faire pression sur leur gouvernement pour qu'il soutienne une action internationale afin de refuser de donner refuge à ces personnes et de veiller à ce que tant ces personnes que les actifs qu'elles contrôlent retournent en Tunisie; et,
- CHARGE la secrétaire générale d'intervenir auprès des institutions financières internationales, en collaboration avec la CES et l'Union européenne, afin de contribuer à garantir le meilleur soutien financier et économique possible à la transition démocratique.